



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

## Trente-quatrième session

Nadi (Fidji), 9-13 avril 2018

### Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

1. Je vous remercie, Monsieur le Président. Permettez-moi à mon tour de faire part de ma gratitude au Gouvernement des Fidji et de remercier le Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO et tous les membres du Secrétariat.
2. Je souhaiterais également témoigner de l'appui que le Directeur général de la FAO, Monsieur Graziano da Silva, apporte au CSA.
3. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, j'assiste à toutes les conférences régionales de la FAO pour parler de ce que le CSA fait pour vous aider et de la voie à suivre.
4. Veuillez vous reporter au rapport de la quarante-quatrième session du CSA<sup>1</sup>, tenue au Siège de la FAO en octobre dernier, dans lequel vous trouverez un récapitulatif de ce qui a été réalisé depuis la Conférence régionale qui s'est tenue à Putrajaya, il y a deux ans.
5. À la lecture de ce document, vous constaterez que le CSA tient tous ses engagements en fournissant une plateforme aux débats sur l'autonomisation des femmes, la dynamique villes-campagnes (y compris les enjeux de l'urbanisation et de la transformation des zones rurales), les investissements agricoles responsables, la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres et le suivi, entre autres domaines, et qu'il formule des recommandations de politique générale sur l'établissement de liens entre les petits producteurs et les marchés, l'élevage durable et les forêts durables. Je prie Madame la Secrétaire de bien vouloir insérer un lien vers ce document dans le rapport de la Conférence régionale.

<sup>1</sup> <http://www.fao.org/3/a-mv030f.pdf>.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).



APRC34

6. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, nous sommes tous conscients que, malgré nos efforts, il reste beaucoup à faire pour que tous les citoyens soient libérés de la faim et de la malnutrition.
7. Je ne vais pas vous expliquer comment y parvenir, vous connaissez les difficultés auxquelles nous sommes confrontés du fait des inégalités sociales, du changement climatique, des migrations, des obstacles au commerce, de la dégradation des sols et d'autres catastrophes naturelles.
8. Près de 800 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim; c'est toujours dans la région Asie que vivent près des deux tiers d'entre elles. La lutte contre la faim est en perte de vitesse: les données disponibles indiquent en effet que le nombre de personnes souffrant de la faim a probablement déjà commencé à augmenter. Entre 2015 et 2016, leur nombre a augmenté de 8 millions.
9. Dans la sous-région Pacifique, l'obésité constitue une grande menace pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et, en moyenne, la consommation de denrées alimentaires considérées comme mauvaises pour la santé est en hausse. L'un des principaux défis consiste à réorienter les systèmes alimentaires en vue de contribuer à promouvoir l'adoption d'une alimentation saine, par des politiques alimentaires et commerciales, des formations et des campagnes de sensibilisation favorables à la réalisation de cet objectif.
10. Autrement dit, de nombreux pays de la région Asie et Pacifique risquent de ne pas atteindre l'objectif relatif à l'élimination de la faim et de l'insécurité alimentaire fixé pour 2030.
11. L'amélioration de la productivité agricole et la lutte contre la pauvreté, associées à la protection des ressources naturelles de la région, sont des moteurs essentiels de l'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes.
12. Je souhaiterais vous montrer comment vous pouvez contribuer à améliorer le CSA et, parallèlement, en quoi un CSA renforcé peut vous apporter une aide plus efficace.
13. Le CSA est une structure à parties prenantes multiples et la plateforme la plus inclusive des Nations Unies: à la dernière plénière, tenue en octobre, des accréditations ont été délivrées à plus de 1 500 délégués représentant des centaines d'acteurs non étatiques.
14. Le CSA réunit les États Membres mais aussi de multiples parties prenantes issues de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire, de centres de recherche, d'institutions financières, d'organisations philanthropiques, des trois organismes ayant leur siège à Rome (outre la FAO, le Fonds international de développement agricole [FIDA] et le Programme alimentaire mondial [PAM] font partie du CSA), ainsi que d'organismes des Nations Unies, comme l'Organisation mondiale de la santé [OMS], et de nombreuses autres organisations internationales.
15. Une approche fondée sur des éléments factuels et une étroite collaboration avec l'ensemble du système international font du CSA la plateforme mondiale la plus pertinente actuellement dans le domaine de la cohérence et de la convergence des politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
16. Ce constat se vérifie tout particulièrement à la lumière des défis que comporte la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et plus spécialement de l'ODD 2 (élimination de la faim).
17. Dans ce contexte, j'encourage celles et ceux d'entre vous dont le gouvernement s'est proposé pour un examen national des avancées réalisées au regard des ODD, qui se déroulera en juillet prochain à New York, à mettre l'accent sur la manière dont les recommandations émanant du CSA facilitent la concrétisation des objectifs fixés pour 2030 dans votre pays.

18. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, le point fort du CSA est son caractère inclusif, qui permet aux acteurs étatiques et aux autres parties prenantes que j'ai mentionnées de débattre et d'élaborer des politiques en tant que partenaires.
19. C'est ce partenariat collaboratif qui permet aux produits du CSA en rapport avec les politiques d'acquérir une validité et une légitimité mondiales, à l'instar des directives volontaires formulées dans de nombreux domaines, y compris le droit à l'alimentation, la gouvernance des régimes fonciers et les investissements agricoles responsables, ainsi que des outils pragmatiques comme le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.
20. Ces résultats liés aux politiques, comme nous les appelons au CSA, fournissent aux pays des instruments efficaces pour lutter contre la faim et la malnutrition.
21. Le réseau décentralisé de la FAO fournit des indications et un appui pour la mise en œuvre des recommandations de politique générale du CSA. C'est ce que la FAO a fait dans mon pays, la République dominicaine, lorsque nous avons élaboré la législation relative à la sécurité alimentaire, de sorte que le droit à l'alimentation inscrit dans notre Constitution puisse se concrétiser.
22. Par ailleurs, pour que les processus inclusifs du CSA aboutissent à des recommandations de politique générale qui soient dotées de la plus grande légitimité possible et que leurs effets soient maximaux, il faut que tous les États Membres participent activement et de manière constructive, par l'intermédiaire à la fois de leur gouvernement et de leurs représentants à Rome: nous devons apporter une valeur ajoutée aux débats et assumer pleinement la responsabilité des résultats!
23. S'agissant des pays en développement, la contribution au CSA est double: détermination des domaines particuliers dans lesquels nous aurions besoin d'avis concernant les politiques et mise en commun de notre expérience.
24. Lorsque nous faisons part au CSA de nos besoins en matière de politiques, nous établissons le programme sur la question de savoir comment éliminer la faim et favoriser une nutrition adéquate, tout en appelant l'attention de la communauté internationale sur la pertinence de la FAO en particulier et du système multilatéral en général. Il s'agit d'un moyen crucial pour les pays en développement d'influer sur le consensus mondial concernant la marche à suivre en vue d'éliminer la faim et la malnutrition.
25. Lorsque nous diffusons les enseignements tirés et les pratiques optimales, nous enrichissons les connaissances qui permettront d'atteindre l'ODD 2 dans nos pays et dans le monde entier.
26. Le CSA doit en savoir plus sur la façon dont nous progressons, sur les problèmes que nous rencontrons et les solutions que nous trouvons.
27. En réalité, le meilleur moyen d'échanger des informations utiles est de reproduire l'approche du CSA aux niveaux national et régional.
28. Les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, comme vous le savez certainement, sont extrêmement complexes. Pour les appréhender véritablement, et pour prendre des mesures significatives à l'appui de l'élimination de la faim et de la malnutrition, nous devons adopter une approche interdisciplinaire et interinstitutionnelle.
29. Cela signifie que nous devons créer des partenariats à partir de nos pays et au niveau régional. À cet effet, la coopération technique de la FAO a été capitale en République dominicaine, où une plateforme nationale reprend la structure du CSA; celle-ci place le point focal au plus haut niveau, à savoir le cabinet présidentiel, et rassemble toutes les parties prenantes concernées.
30. J'affirme une fois encore qu'il importe que chaque délégation de pays d'Asie et du Pacifique s'engage à participer pleinement aux débats du CSA qui se déroulent à Rome. Vous pouvez avoir davantage de poids en tant que région en trouvant des positions consensuelles qui vous permettent de

parler d'une seule voix dans les groupes de travail thématiques et en particulier au sein du Bureau du CSA.

31. Je prie vos délégués auprès du Bureau, l'Australie, le Bangladesh, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie et la Nouvelle-Zélande, de présenter à cet organe – présidé par l'orateur – une perspective régionale qui reflète l'intérêt commun de l'Asie et du Pacifique. Le CSA a besoin de cet appui régional pour pouvoir continuer d'accroître son ouverture, sa souplesse et sa transparence, de manière à consolider sa pertinence au profit de nos pays.

32. S'agissant des axes de travail du CSA, j'exhorte les pays de la région à participer activement aux débats sur tous les sujets et à prêter une attention particulière aux discussions en cours sur la nutrition.

33. En effet, en 2018-2019, le CSA se penche tout spécialement sur la nutrition et les systèmes alimentaires, en vue d'élaborer des directives volontaires à l'appui de nos politiques nationales dans ce domaine fondamental.

34. Si de nombreux pays de la région ne disposent pas actuellement d'une représentation permanente à Rome, vous pouvez néanmoins participer activement aux travaux dans le domaine de la nutrition, ainsi qu'à tous les autres axes de travail du CSA, par écrit ou par voie électronique, et je vous encourage vivement à le faire.

35. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, les experts nous signalent que la sécurité alimentaire ne suffit pas: nous devons aussi veiller à une nutrition adéquate pour amorcer une transformation socioéconomique et libérer véritablement l'humanité du problème scandaleux qu'est la faim.

36. Nous convenons tous qu'il est de la plus grande urgence d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies plus efficaces pour atteindre l'objectif «Faim zéro». Dissiper l'ombre de la faim, qui éclipse la condition humaine, relève d'une obligation morale pour nous tous qui jouissons de la sécurité alimentaire et d'une obligation politique pour nos gouvernements.

37. Comme je l'ai indiqué au début, je participe à toutes les conférences régionales de la FAO en ma qualité de Président du CSA pour diffuser le message selon lequel le Comité peut contribuer à faciliter cette mission.

38. En bref, je transmets les messages ci-dessous aux ministres qui assistent aux conférences régionales de la FAO sur tous les continents:

- premièrement, le CSA est la plateforme la plus inclusive au service de la coordination mondiale, ainsi que de la cohérence et de la convergence des politiques, dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- deuxièmement, pour fournir efficacement les orientations nécessaires, le CSA doit pouvoir s'appuyer sur notre participation active, par l'intermédiaire de nos délégations auprès des organismes ayant leur siège à Rome ou depuis nos capitales respectives;
- troisièmement, pour s'approprier véritablement le CSA et ses produits relatifs aux politiques, il faut apporter des contributions financières à l'appui de ses travaux, qui sont soutenus de façon disproportionnée par des fonds d'affectation spéciale provenant de pays développés – ce qui a naturellement tendance à avoir des répercussions sur les priorités;
- quatrièmement, il serait profitable à tous les pays d'Asie et du Pacifique sans exception aucune, et à vrai dire à tous les pays en développement, de créer des plateformes nationales pour traiter les questions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition sur le modèle de la structure inclusive du CSA;

- cinquièmement, le CSA ne pourra conserver toute sa pertinence que si nous faisons progresser et menons à bien le processus actuel qui vise la cohérence et la convergence des politiques relatives à la nutrition.

39. Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, j'espère poursuivre cette conversation avec vous à la prochaine session du CSA, qui se tiendra en octobre au Siège de la FAO, à Rome. Vous êtes tous invités à faire part de vos progrès en matière de sécurité et de nutrition au regard de l'ODD 2! Je vous remercie.